

[Text]

Mr. Patriquin: Unfortunately, I can't comment on when it was first made. The only knowledge I have of this particular proposal was in the announcement in the budget. Prior to the budget or any of the activities that would have led up to that decision I wouldn't have any comment on.

Mr. de Jong: My understanding is that it was a sort of last-minute thought thrown in.

Mrs. Finestone: It looks it anyway.

Mr. de Jong: Can you tell us anything that would either prove or disprove that?

Mr. Patriquin: I can't comment on that. I don't have any comment, one way or the other.

Mr. de Jong: So we really don't have access to any detailed study. In fact, we've got no assurance at all that this was a thought-out plan that people had been thinking about, or that proper studies had been made to ascertain whether indeed there would be savings and what types of savings they would be. You can provide none of this for us.

How much of the \$15-million saving over five years is part of part III of the act, dealing with the new Canada Council? How much of that \$15 million is saving resulting from putting SSHRC under the Canada Council?

Mr. Patriquin: That is in some respects one of the weaker estimates we have.

Mr. de Jong: I'll bet.

Mr. Patriquin: If you would like me to, I'll elaborate. When the process was started, we had made estimates of savings from a number of the agencies for a number of the activities, in fact five of them. A residual remains from that, which is a rougher area of estimate.

• 1955

We are expecting the savings that will result in the SSHRC and Canada Council amalgamation to be generated essentially by the management when this is done.

If you like, I can give you the general orders of magnitude we are using.

Mr. de Jong: Okay.

Mr. Patriquin: On the number for part II, ECBC and ACOA, there will be an initial cost for this one of in the order of \$1 million. At present we do not see large savings or very significant savings that we had estimated over the period. It is not the intention to make large administrative savings from that amalgamation.

On the Canadian Commercial Corporation, part IV, the estimate is about \$6.4 million over the five years.

In part V, in Emergency Preparedness Canada the numbers total very close to \$3 million, actually \$2.995 million, rising from zero to about \$850,000 in the fifth year.

In part VI, the RCMP amalgamation, the numbers are \$3.7 million, and in part IX, the Petroleum Monitoring Agency, the numbers are approximately \$1.5 million. The total of that is about \$13.6 million. I have been rounding off slightly.

[Translation]

M. Patriquin: Malheureusement, je ne puis le dire. Je ne l'ai appris qu'au moment où on l'a annoncé. Je n'ai rien à dire sur les activités qui ont précédé le budget et qui ont abouti à cette décision.

M. de Jong: Je pense que c'était en quelque sorte une décision prise à la dernière minute.

Mme Finestone: De toute façon, cela en a l'air.

M. de Jong: Pouvez-vous confirmer ou infirmer cette assertion?

M. Patriquin: Je n'ai rien à dire. Je ne peux ni la confirmer ni l'infirmer.

M. de Jong: Autrement dit, nous n'avons accès à aucune étude détaillée. En fait, rien ne nous prouve que cette décision découle d'un processus de réflexion, ni que l'on a fait des études appropriées pour s'assurer qu'il y aurait effectivement des économies et pour déterminer les types d'économies qui seraient réalisées. Vous ne pouvez donc rien nous dire à ce sujet.

Quelle proportion des économies de 15 millions de dollars sur cinq ans découlera de la mise en oeuvre de la partie III de la loi, qui porte sur le nouveau Conseil des arts? Quelle proportion de ce montant découlera de la fusion du CRSH et du Conseil des arts?

M. Patriquin: À certains égards, il s'agit de l'un des montants les plus faibles que nous ayons calculés.

M. de Jong: J'en conviens.

M. Patriquin: Si vous le permettez, je vais préciser ma pensée. Au début du processus, nous avions estimé les économies à réaliser dans un certain nombre d'organismes pour un certain nombre d'activités, cinq en l'occurrence. Il reste un reliquat qui est plus difficile à calculer.

Nous prévoyons que les économies qui découleront de la fusion du CRSH et du Conseil des arts seront réalisées essentiellement dans la gestion.

Si vous voulez, je peux vous donner les ordres de grandeur que nous utilisons.

M. de Jong: D'accord.

M. Patriquin: En ce qui concerne la partie II, relative à la SECB et à l'APECA, il y aura un coût initial d'environ un million de dollars. Actuellement, nous ne prévoyons pas d'économies importantes ou très importantes pour la période visée. L'objectif de cette fusion n'est pas de réaliser d'importantes économies sur le plan administratif.

Pour ce qui est de la Corporation commerciale canadienne, dans la partie IV, nous comptons réaliser environ 6,4 millions de dollars sur cinq ans.

Dans la partie V, portant sur la Protection civile du Canada, le chiffre total est très proche de trois millions de dollars, en fait 2 995 millions de dollars, et on passera de zéro à près de 850 000\$ au cours de la cinquième année.

Dans la partie VI, où il est question de la fusion de la GRC, le montant est de 3,7 millions de dollars, et dans la partie IX, relative à l'Agence de surveillance du secteur pétrolier, il est d'environ 1,5 million de dollars. Le total s'élève à 13,6 millions de dollars environ. J'ai quelque peu arrondi les chiffres.